



Audit – Bureau de Toulouse
10 Place Alfonse Jourdain

31000 Toulouse

T : +33 (0)5 61 07 01 76

www.bakertilly.fr

AGENCE D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT TOULOUSE AIRE METROPOLITAINE

Association Loi 1901
Déclarée sous l'identifiant W313013635

Siège social : 11 Boulevard des Récollets
31078 – Toulouse Cedex 4

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



AGENCE D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT TOULOUSE AIRE METROPOLITAINE

Association Loi 1901
Déclarée sous l'identifiant W313013635

Siège social : 11 Boulevard des Récollets
31078 – Toulouse Cedex 4

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les membres de l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association dénommée Agence d'Urbanisme et d'Aménagement Toulouse Aire Métropolitaine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- **Provisions en matière d'indemnités de départ à la retraite** : Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à examiner le mode d'évaluation des engagements de retraite comptabilisés ;
- **Fonds dédiés** : Des subventions inscrites au cours de l'exercice au compte de résultat en produits n'ont pas été utilisées en totalité au cours de cet exercice. Elles ont entraîné une traduction comptable des engagements pris envers les financeurs, que nous avons été conduits à examiner.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Présidente et votre Trésorier, par délégation du Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Toulouse, le 2 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Pierre CHULDA

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brev ets droits similaires	122 647	110 631	12 015	16 167
	Autres immobilisations incorporelles (1)	103 638	103 638		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Av ances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	586 265	469 586	116 679	119 138
	Immobilisations corporelles en cours				
	Av ances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations év aluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 823		1 823	1 808
	TOTAL (I)	814 373	683 856	130 517	137 113
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	950 369		950 369	657 267
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	2 529		2 529	4 344
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	2 582 966		2 582 966	2 696 819
	Charges constatées d'av ance	26 991		26 991	47 259
	TOTAL (II)	3 562 855		3 562 855	3 405 689
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 377 229	683 856	3 693 372	3 542 802
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 823	1 808
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	12 921	12 921
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 302 257	1 222 736
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	132 629	79 521
	Total des fonds propres (situation nette)	1 447 806	1 315 177
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	2 687	
	Total des autres fonds propres	2 687	
	Total des fonds propres	1 450 493	1 315 177
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	780 100	614 100
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	780 100	614 100
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	817 720	1 015 536
	Total des provisions	817 720	1 015 536
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 507	89 518
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	601 270	497 310
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	282	282
	Produits constatés d'avance		10 879
	Total des dettes	645 059	597 989
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 693 372	3 542 802
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	132 628,69	79 520,88
	(1) Dont à moins d'un an	645 059	597 989
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	60 925	50 240
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 802 622	6 492 462
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	197 816	1 632
	Utilisations des fonds dédiés	614 100	659 000
	Autres produits	1	5 046
Total des produits d'exploitation		7 675 464	7 208 380
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 010 097	920 284
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	443 572	448 936
	Salaires et traitements	3 620 035	3 471 657
	Charges sociales	1 686 185	1 592 519
	Dotation aux amortissements et dépréciations	40 604	43 434
	Dotation aux provisions		66 741
	Reports en fonds dédiés	780 100	614 100
	Autres charges		3
Total des charges d'exploitation		7 580 593	7 157 675
RESULTAT D'EXPLOITATION		94 871	50 706

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		94 871	50 706
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	53 342	38 302
	Total des produits financiers	53 342	38 302
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		53 342	38 302
RESULTAT COURANT avant impôts		148 213	89 008
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 921	1 800
	Total des produits exceptionnels	1 921	1 800
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	30 65 4 608	60 2 035
	Total des charges exceptionnelles	4 703	2 095
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(2 782)	(295)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		12 802	9 192
TOTAL DES PRODUITS		7 730 727	7 248 482
TOTAL DES CHARGES		7 598 098	7 168 961
EXCEDENT ou DEFICIT		132 629	79 521
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole TOTAL			

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice

En 2024, l'AUAT a démarré une activité de formation avec la mise en place du projet PLAYZAN. Le mode de calcul des bases taxables et non taxables a été actualisé en tenant compte de cette activité.

La clé retenue pour cette activité est une prise en compte des dépenses imputées directement à leur montant au réel.

A cet effet, une comptabilité analytique a été mise en place par l'AUAT afin de suivre l'évolution de cette activité.

Evènements post-clôture

Par ailleurs, au cours de cet exercice AUAT a initié une actualisation de son plan comptable pour une mise en place au 1 janvier 2025 en cohérence avec la réforme du plan comptable général prévue à cette date.

Cette réforme prévoit des modifications significatives visant à moderniser et simplifier la comptabilité des établissements français; et dont les principaux changements pour l'AUAT porteront sur la suppression des comptes de transferts de charges 791,796,797 qui seront remplacés par des comptes spécifiques tels que :

- 649- remboursement des indemnités liées aux charges de personnel
- 7587- remboursement des indemnités assurance

ANNEXE COMPTABLE ASSOCIATION

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 693 372** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 730 727** euros et un total **charges** de **7 598 098** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **132 629** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants de l'entité associative.

PRESENTATION DE L'ENTITE

Objet social :

L'association a pour vocation de favoriser le développement urbain durable de l'aire métropolitaine toulousaine dans son espace régional.

Le périmètre d'intervention de l'association comprend l'aire urbaine de TOULOUSE et les territoires situés jusqu'à 100km au-delà de celle-ci.

Elle a pour objet la réalisation et le suivi, sous forme partenariale de programmes d'activités et d'études permettant tant l'observation, l'analyse, la prospective et l'évaluation des politiques publiques que la définition, la coordination, la faisabilité et la gestion des projets de développement urbain, économique et social et environnemental de ses membres.

Elle intervient dans les domaines de la planification urbaine, de l'aménagement du territoire et de la programmation.

Ses champs de compétences sont les suivants :

- l'habitat et le logement (marché locatif...),
- l'économie, le rayonnement et l'attractivité,
- le génie urbain, les transports, les déplacements,
- le paysage, l'environnement,
- les loisirs, le tourisme,
- la formation, la culture, la communication,
- la concertation, l'ingénierie de projet.

Elle constitue dans ce cadre un centre interdisciplinaire de ressources, d'études, de recherches, de conseils et d'assistance auprès de ses membres grâce à la mutualisation des informations, des connaissances et des compétences.

Elle enregistre et gère en permanence l'évolution des données en matière d'aménagement et de développement urbain et régional.

Le programme de travail de l'association est constitué principalement d'un programme partenarial, composé de missions d'intérêt collectif intéressant tout ou partie de ses membres et accessoirement de prestations envers ses membres, les personnes associées ou tiers.

En outre, l'association est admise à effectuer toutes opérations se rattachant directement ou

ANNEXE COMPTABLE ASSOCIATION

indirectement à cet objet social ou pouvant en favoriser la réalisation, et notamment des études pour le compte de ses membres ou tiers.

Nature et périmètre des activités :

La nature et le périmètre de l'activité sont décrits dans l'objet social. L'activité se tient au 11 boulevard des récollets à TOULOUSE

Moyens mis en œuvre:

Afin de mener sa mission, l'association a principalement mis en place les moyens suivants :

- des locaux sis à l'adresse mentionnée ci-dessus
- un conseil d'administration composés de membres de représentants des membres de droit et cinq représentants de l'ensemble des communes membres, et deux représentants d'autres communautés d'agglomération.
- des relations partenariales avec les membres de l'association et d'autres partenaires hors membres
- une équipe de direction et de salariés qualifiés

Le financement provient principalement de subventions d'exploitation issues des collectivités et de partenaires.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait susceptible d'avoir une incidence comptable n'est à signaler sur l'exercice.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur n'est à signaler.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'entité associative ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 du Plan Comptable Général et les prescriptions du règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires

ANNEXE COMPTABLE ASSOCIATION

minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes), ainsi que les coûts des emprunts directement attribuables à l'acquisition ou à la production d'immobilisations sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables :

Conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

- Immobilisations décomposables :

Si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Engagements de retraite

A compter de 2022, l'Association applique la méthode simplifiée de calcul de l'engagement

ANNEXE COMPTABLE ASSOCIATION

en matière d'indemnités de départ à la retraite, suivant les recommandations de l'ANC n°2023-02 du 7 novembre 20213 modifiée le 5 novembre 2021.

Hypothèses de calcul retenues :

- Convention appliquée : accord d'entreprise
- Taux des charges patronales 52.20%
- Taux actualisation : N/A
- Taux d'évolution des salaires : N/A

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23/05/2006 relative au volontariat associatif, le montant des rémunérations versées aux trois plus hauts cadres salariés s'élève à un montant de 266 829€. Ces salariés, ainsi que les dirigeants bénévoles, ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	226 285					226 285
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	226 285					226 285
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	149 814		9 047		364	158 498
	Matériel de transport	57 846					57 846
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	345 496		25 375		949	369 922
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	553 156		34 422		1 313	586 269	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 808		15			1 823
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 808		15			1 823
TOTAL		781 249		34 437		1 313	814 373

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	106 479	4 152		110 631
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	106 479	4 152		110 631
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	89 040	6 912		95 952
	Matériel de transport	38 098			38 098
	Matériel de bureau, mobilier	306 880	29 541	884	335 536
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	434 018	36 452	884	469 586	
TOTAL		540 498	40 604	884	580 218

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 823	1 823	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	950 369	950 369	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 493	2 493	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	36	36	
	Charges constatées d'avance	26 991	26 991	
	TOTAL DES CREANCES	981 712	981 712	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes et de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes et de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	43 507	43 507		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	169 666	169 666		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	372 914	372 914		
	Impôts sur les bénéfices	12 802	12 802		
	Taxes sur la valeur ajoutée	3 058	3 058		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	42 830	42 830		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	282	282		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	645 059	645 059		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			26 991
Assurance		26 991	
Locations			
Maintenance			
Frais postaux et Telecom			
Frais de bureau			
Frais de déplacement			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			26 991

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires		4 608	1 921	2 687
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES		4 608	1 921	2 687
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	1 015 536		197 816	817 720
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 015 536		197 816	817 720
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	103 638			103 638
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	103 638			103 638
TOTAL GENERAL		1 119 174	4 608	199 737	924 046
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			4 608	197 816 1 921	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

Fds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1		Augmentation		Diminution ou consommation		Fds propres clôture 31/12/2024
Montant	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant

Fonds propres sans droit de reprise	12 921						12 921
Fonds propres avec droit de reprise							
Ecart de réévaluation							
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves pour projet de l'entité	1 222 736	79 521					1 302 257
Autres réserves							
Report à nouveau							
Excédent ou déficit de l'exercice	79 521	(79 521)	132 629				132 629
Situation nette	1 315 177		132 629				1 447 806
Dotations consommables							
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées			2 687				2 687
TOTAL	1 315 177		135 316				1 450 493

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés ENGAGEMENT PARTENARIAL 2023-2024	614 100	614 100	780 100	780 100
Cf.état Fonds dédiés				
TOTAL	614 100	614 100	780 100	780 100

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		248 386	4 830 885	30 000	1 693 351	6 802 622
Subventions d'investissement						
TOTAL		248 386	4 830 885	30 000	1 693 351	6 802 622

ANNEXE - Elément 13

Effectif moyen

31/12/2024	Interne
------------	---------

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE		
	Cadres & professions intellectuelles supérieures	75
	Agents de maîtrise	
	Employés	2
	Ouvriers et apprentis	
	TOTAL	77

Honoraires des Commissaires aux Comptes

					31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés Emetteur Filiales intégrées globalement Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes Emetteur Filiales intégrées globalement								
	8 817	8 459	100,00	100,00				
Sous-total	8 817	8 459	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement Juridique, fiscal, social Autres								
Sous-total								
TOTAL	8 817	8 459	100,00	100,00				